

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger : Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger : Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 9 mars 1933, portant application au territoire sous mandat français du Togo de la *convention aérienne franco-espagnole* du 22 mars 1928. (Arrêté de promulgation du 13 avril 1933). 256

Arrêté ministériel du 18 mars 1933, fixant la date de l'*examen pour l'attribution du certificat d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales*. 257

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 8 avril 1933, réorganisant le cadre des *gardes d'hygiène*. 257

Arrêté du 13 avril 1933, fixant le nombre d'*agents des travaux publics et des mines des colonies*, nécessaires au territoire du Togo. 258

Arrêté du 14 avril 1933, fixant les taux des *soldes et des indemnités de cherté de vie allouées aux agents des forces de police* contractant engagement et rengagement à compter du 1^{er} avril 1933. 258

Arrêté du 14 avril 1933, réorganisant le service de *télégrammes D. L. T.* à tarif réduit, et remise retardée. 259

Décision du 11 avril 1933, accordant *remboursement du frais de retour* à la colonie de la famille d'un fonctionnaire. 260

Instruction du 11 avril 1933, modifiant l'instruction n° 429/0 du 23 mars 1929 complétant l'arrêté n° 420 du 25 juillet 1927 instituant un *service de l'éducation physique et des sports*. 260

Modificatif à l'annexe I de l'arrêté N° 364 du 8 juillet 1932, (logements). 261

Erratum à l'arrêté n° 116, portant annulation des sanctions disciplinaires. 261

Nominations, mutations, etc... concernant le personnel 261

Commission de surveillance des prisons 266

Commissions 266

Modificatifs 267

Commission d'enquête 267

Domaines 267

Curatelle aux successions et biens vacants 268

BULLETIN ECONOMIQUE

DE L'ANNÉE 1932 269

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces — (Voir supplément)

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Convention aérienne franco-espagnole**

ARRETE N° 236 promulguant au Togo le décret du 9 mars 1933, portant application au territoire sous mandat français du Togo de la convention aérienne franco-espagnole du 22 mars 1928.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 9 mars 1933, portant application au territoire sous mandat français du Togo de la convention aérienne franco-espagnole du 22 mars 1928;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 9 mars 1933, portant application au territoire sous mandat français du Togo de la convention aérienne franco-espagnole du 22 mars 1928.

Lomé, le 13 avril 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 9 mars 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La convention aérienne du 22 mars 1928, approuvée par un décret du 25 avril de la même année, a placé la France et l'Espagne, dans leurs relations aériennes, sous un régime analogue à celui auquel sont soumis les signataires de la convention du 13 octobre 1919.

Bien que le paragraphe 4 de l'article 1^{er} de cet acte diplomatique précise que ses dispositions seront applicables aussi bien au territoire colonial qu'au territoire métropolitain des parties contractantes, le décret du 8 juillet 1922, qui a promulgué cette convention en France, n'a pas été contresigné par le ministre des colonies et ne saurait, par conséquent, étendre à nos possessions extérieures les dispositions de cet accord.

Étant donné que la convention aérienne du 13 octobre 1919 a été rendue applicable aux colonies par le

décret général de promulgation du 8 juillet 1922, il importerait d'étendre à nos possessions extérieures les dispositions de l'accord aérien franco-espagnol du 22 mars 1928 qui place précisément la France et l'Espagne, en ce qui concerne leurs relations aériennes, sous un régime semblable à celui de la convention précitée.

A cet effet, il a été rédigé trois décrets rendant applicables l'accord franco-espagnol dans nos territoires d'outre-mer et dans les pays sous mandat, la réglementation de ces derniers ne devant pas se confondre avec la législation coloniale.

Tel est l'objet des textes que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité du 28 juin 1919;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 25 avril 1928 portant approbation de la convention aérienne et du protocole y annexé, signés à Madrid, le 22 mars 1928, entre la France et l'Espagne;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées applicables au territoire sous mandat français du Togo les dispositions de la convention aérienne et du protocole y annexé, signés à Madrid le 22 mars 1928, entre la France et l'Espagne.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et du bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 9 mars 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

EXAMEN pour l'attribution du certificat d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales.

Par arrêté du ministre des colonies en date du 18 mars 1933, la date d'ouverture de la deuxième session de l'examen spécial pour l'attribution du « certificat d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales » a été fixée au mardi 4 juillet 1933.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Réorganisation du cadre des gardes d'hygiène

ARRETE N° 231 réorganisant le cadre des gardes d'hygiène.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception des agents des services des travaux publics et du chemin de fer;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les gardes d'hygiène sont chargés d'assurer, sous les ordres des médecins d'assistance médicale indigène, l'exécution des mesures d'assainissement des centres urbains et de prophylaxie contre les maladies contagieuses et épidémiques prescrites par le chef du service de santé.

ART. 2. — Les commandants de cercle contrôlent l'accomplissement de ces travaux et en suivent les résultats.

ART. 3. — Les agents de ce cadre bénéficient en outre de leur solde de toutes les indemnités allouées aux agents des autres cadres locaux indigènes.

ART. 4. — Nul ne peut être admis dans le cadre des gardes d'hygiène s'il ne réunit les conditions suivantes :

Être âgé de 18 ans au moins et de 35 ans au plus;

Avoir produit un dossier comprenant :

1° — Copie de l'acte de naissance dûment légalisée ou toute pièce en tenant lieu (certificat de notoriété);

2° — Certificat de bonnes vie et mœurs;

3° — Extrait du casier judiciaire ou certificat administratif délivré par l'administrateur du cercle du lieu de la résidence;

Ces deux dernières pièces ayant moins de 3 mois de date.

4° — Certificat médical établi par un médecin de l'administration constatant l'aptitude physique du candidat.

ART. 5. — Les emplois de gardes d'hygiène sont réservés :

1° — Aux anciens miliciens et anciens militaires retraités ou libérés sachant lire et écrire le français;

2° — Aux indigènes titulaires du certificat de fin d'études primaires élémentaires.

Avant d'être titularisé, tout garde ainsi recruté devra faire un stage effectif d'un an à la suite duquel il sera, soit titularisé, soit licencié.

Dans ce stage sera comprise une période d'instruction de trois mois obligatoirement accomplie à Lomé, dans une des brigades d'hygiène, sous la direction du médecin chargé du service d'hygiène.

A l'issue de cette période d'instruction les stagiaires seront soumis par le chef du service de santé à un examen probatoire portant sur des questions simples de prophylaxie générale pratique, à la suite duquel ils seront soit admis à poursuivre leur stage, soit licenciés.

ART. 6. — Les gardes d'hygiène titulaires pourront être appelés à venir faire des stages de perfectionnement à Lomé, sur proposition du chef du service de santé.

ART. 7. — Le Commissaire de la République fixe l'effectif et nomme à tous les emplois. Il prononce les mutations sur proposition du chef du service de santé.

Les nominations sont faites à la dernière classe. Toutefois, les anciens sous-officiers des troupes régulières et des forces de police remplissant les conditions exigées pour l'admission dans les cadres peuvent être nommés gardes de 1^{re} classe.

ART. 8. — L'avancement est accordé exclusivement au choix : le minimum d'ancienneté exigé dans chaque classe pour être promu à la classe immédiatement supérieure est fixé à deux ans.

ART. 9. — Les peines disciplinaires qui peuvent être infligées aux gardes d'hygiène sont les suivantes :

1° — Par le chef du service de santé, le commandant de cercle ou le médecin chargé du service d'hygiène :

a) — La réprimande;

b) — La retenue de 4 jours de solde au maximum;

2° — Par le Commissaire de la République :

c) — Retenue de 15 jours de solde au maximum;

d) — Rétrogradation;

e) — Révocation.

La rétrogradation et la révocation sont prononcées par décision du Commissaire de la République après rapport motivé au chef du service de santé.

ART. 10. — Des congés et permissions peuvent être accordés au personnel des gardes d'hygiène; ils constituent toujours une faveur.

Toute autorisation d'absence si elle est inférieure à quinze jours prend le nom de permission et de congé si elle est égale ou supérieure à 15 jours.

Des congés avec solde à raison de 30 jours par an peuvent être accordés par décision du Commissaire de la République sur la proposition des médecins chargés du service d'hygiène, après avis du commandant du cercle et du chef du service de santé.

Les congés peuvent être reportés d'une année à l'autre sans que, toutefois, ce cumul puisse avoir pour effet de faire bénéficier l'intéressé d'un congé d'une durée supérieure à 3 mois.

Les permissions avec traitement peuvent être accordées jusqu'à concurrence de 8 jours par le commandant de cercle après avis du médecin chargé du service d'hygiène; il en est rendu compte au Commissaire de la République.

Les permissions d'une durée supérieure sont accordées par décision du Commissaire de la République.

La durée de ces permissions vient en déduction du congé annuel de 15 jours visé ci-dessus.

ART. 11. — Les gardes d'hygiène reçoivent au moment de leur engagement deux costumes et un bonnet de police kakis. L'insigne au col de ces costumes comprend les deux lettres S.H. (service d'hygiène) en drap rouge sur fond jaune.

Les brigadiers-chefs d'hygiène portent sur chaque manche un galon d'argent sur fond jaune.

Les brigadiers, deux galons rouges sur fond jaune. Les gardes de 1^{re} classe un galon rouge sur même fond. Un vêtement neuf est donné tous les ans.

ART. 12. — Les gardes d'hygiène sont notés annuellement par le médecin chef du service d'hygiène et par l'administrateur du cercle où ils sont en service.

Les avancements en classe ou en grade ne peuvent être accordés qu'aux agents figurant sur un tableau d'avancement établi par une commission de classement réunie à la fin de chaque année au chef-lieu du Territoire composée ainsi qu'il suit :

Président : Un administrateur en chef ou un administrateur des colonies;

Le médecin-chef du service de santé ou son délégué;

Le chef du cabinet;

Membres

Un agent du cadre des gardes d'hygiène le plus élevé en grade présent au chef-lieu;

Un médecin auxiliaire ou un aide-médecin.

Secrétaire : Le chef du bureau du personnel.

ART. 13. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avril 1933.

R. DE GUISE.

Effectif du personnel des Travaux publics et des mines des colonies

ARRETE N° 234 fixant le nombre d'agents des travaux publics et des mines des colonies, nécessaires du territoire au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 août 1910 portant réorganisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine et la Réunion;

Vu l'arrêté du 2 mars 1932 réorganisant le service des travaux publics du Togo;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1932 réorganisant le service du chemin de fer et du wharf du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre des agents de chaque grade du cadre général des travaux publics et des mines des colonies attachés au service des travaux publics et au service du chemin de fer et du wharf du Togo est fixé ainsi qu'il suit :

Ingénieur en chef	1
Ingénieur principal	1
Ingénieur	1
Ingénieurs adjoints	3
Adjoints techniques principaux et adjoints techniques	3

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 avril 1933.

R. DE GUISE.

Soldes et indemnités allouées aux agents des forces de police

ARRETE N° 237 fixant les taux des soldes et des indemnités de cherté de vie allouées aux agents des forces de police contractant engagement et rengagement à compter du 1^{er} avril 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 227 du 26 avril 1930 relatif aux soldes des agents des forces de police;

Vu l'arrêté n° 581 du 20 novembre 1932 fixant les taux de l'indemnité de cherté de vie et de l'indemnité spéciale du Togo à partir du 1^{er} janvier 1933;

Vu l'arrêté n° 19 du 10 janvier 1933 fixant pour l'année 1933 les effectifs et la répartition des forces de police et son rectificatif en date du 4 mars 1933;

Vu l'arrêté n° 147 du 4 mars 1933 portant réorganisation de la compagnie de milice du Togo et l'instruction n° 508/0 en date du 4 mars 1933 le complétant;

Vu l'instruction n° 585/0a du 11 mars 1933 relative à l'organisation d'un centre de recrutement et d'instruction des forces de police;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les indigènes autorisés à s'engager ou à contracter de nouveaux contrats dans les forces de police percevront les soldes et les indemnités de cherté de vie faisant l'objet du tableau joint au présent arrêté.

ART. 2. — Les modes d'allocation des nouvelles soldes et indemnités de cherté de vie sont identiques à ceux fixés par l'arrêté n° 227 en date du 26 avril 1930. Les nouvelles soldes sont exclusives de l'indemnité spéciale du Togo.

ART. 3. — Aucune modification n'est apportée aux taux et aux modes d'allocation des autres primes et indemnités prévues par l'arrêté n° 227 sus-visé.

ART. 4. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} avril 1933 sera enregistré, et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 avril 1933.

R. DE GUISE.

TABLEAU des soldes et indemnités de cherté de vie allouées aux agents des forces de police contractant engagement et rengagement à compter du 1^{er} avril 1933.

A. — SOLDES.

GRADES	Adjudant-chef			Adjudant			Sergent-chef			Sergent		
	an	mois	jour	an	mois	jour	an	mois	jour	an	mois	jour
Echelons de solde												
+ 20 ans.	5.508	459	15,30									
+ 15 ans.	5.292	441	14,70	4.824	402	13,40	4.212	351	11,70	3.924	327	10,90
+ 10 ans.	5.112	426	14,20	4.608	384	12,80	4.104	342	11,40	3.816	318	10,60
+ 5 ans.	4.896	408	13,60	4.392	366	12,20	4.032	336	11,20	3.708	309	10,30
+ 3 ans.	4.716	393	13,10	4.212	351	11,70	3.924	327	10,90	3.600	300	10,00
— 3 ans.	4.608	384	12,80	4.104	342	11,40	3.708	309	10,30	3.528	294	9,80

GRADES	Caporal-chef			Caporal			1 ^{re} classe			2 ^e classe		
	an	mois	jour	an	mois	jour	an	mois	jour	an	mois	jour
Echelons de solde												
+ 15 ans.	3.528	294	9,80	3.132	261	8,70	2.916	243	8,10	2.700	225	7,50
+ 10 ans.	3.420	285	9,50	2.988	249	8,30	2.808	234	7,80	2.628	219	7,30
+ 5 ans.	3.312	276	9,20	2.916	243	8,10	2.700	225	7,50	2.520	210	7,00
+ 3 ans.	3.204	267	8,90	2.808	234	7,80	2.628	219	7,30	2.412	201	6,70
— 3 ans.	3.132	261	8,70	2.700	225	7,50	2.520	210	7,00	2.376	198	6,60

B. — INDEMNITÉ JOURNALIÈRE DE CHERTÉ DE VIE.

	Chef-lieu	Hors chef-lieu
Lomé-Anécho.	1,50	1,00
Klouto-Atakpamé	0,75	0,50
Sokodé	0,25	néant
Mango	néant	néant

Lomé, le 14 avril 1933.

Le Commissaire de la République,
R. DE GUISE.

Réorganisation du service des télégrammes

ARRETE N° 238 réorganisant le service de télégrammes D. L. T. à tarif réduit et remise retardée.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 18 mai 1930 étendant aux relations franco-coloniales et intercoloniales le service des télégrammes D.L.T.;

Vu l'arrêté du 6 juin 1930 portant création au Togo d'un

service de télégramme D.L.T. à tarif réduit et remise retardée;

Vu les D. M. n° 256 du 4 février 1933. et n° 264 du 6 février 1933. relatives aux conférences internationales de Madrid du 3 septembre au 10 décembre 1932;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les bureaux de poste du Togo sont autorisés à accepter les télégrammes à tarif réduit et remise retardée à destination des pays suivants : France, Algérie, Tunisie, Afrique équatoriale française (1^{re} 2^e, 3^e zone) Côte d'Ivoire, Dahomey, Guinée française, Mauritanie, Sénégal, Soudan, Niger et Cameroun.

ART. 2. — Par voie du câble la taxe à appliquer est :

Pour la France	5,37 par mot
Algérie-Tunisie	5,70 —
Maroc	4,20 —
Sénégal, Mauritanie, Soudan et Niger	3,79 —
Guinée française	3,00 —
Côte d'Ivoire et Cameroun	2,09 —
Dahomey	0,59 —
Afrique équatoriale	2,34 —
{ 1 ^{re} zone	
{ 2 ^e zone	
Afrique équatoriale 3 ^e zone	3,00 —

ART. 3. — Par voie de T. S. F. la taxe à appliquer est :

Pour la France	4,42 par mot
Algérie, Tunisie	4,67 —
Maroc (zone française)	5,42 —
Guinée française, Soudan et Niger	2,50 —
Sénégal et Mauritanie	3,12 —
Côte d'Ivoire et Cameroun	1,77 —
Dahomey	0,84 —
A. E. F. 1 ^{re} zone	2,44 —
A. E. F. 2 ^e zone	2,02 —
A. E. F. 3 ^e zone	2,69 —

ART. 4. — Le minimum de perception est fixé à 25 mots pour les acheminements par voie de câble ou par T. S. F.

ART. 5. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1^{er} avril et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 avril 1933.

R. DE GUISE.

Remboursement de frais de passage

DECISION N° 330 accordant remboursement des frais de retour à la colonie de la famille d'un fonctionnaire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la demande formulée par M. LIEGEY, chef de district principal du chemin de fer;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordé à M. LIEGEY, chef de district principal du chemin de fer le remboursement des frais de transport et de passage de France à la colonie de madame LIEGEY et se décomposant comme suit :

Frais de chemin de fer en 2 ^e classe d'Obernai à Bordeaux	297,00 frs.
Frais de passage de Bordeaux à Lomé en 2 ^e classe (tarif administratif)	4.370,50 frs.
Indemnité de transbordement de bagages	25,00 frs.
Total	4.692,50 frs.

Cette dépense de quatre mille six cent quatre-vingt douze francs cinquante centimes est imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf, exercice 1933.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 11 avril 1933.

R. DE GUISE.

Education physique

INSTRUCTION modifiant l'instruction N° 429/0 du 23 mars 1929 complétant l'arrêté N° 420 du 25 juillet 1927 instituant un service de l'éducation physique et des sports.

Demande de matériel. — Le texte de ce paragraphe est remplacé par le suivant :

Chaque année, pour le 10 avril, les directeurs régionaux de l'enseignement :

a — Etablissent par école la liste du matériel mobile d'éducation physique nécessaire aux établissements relevant de leurs attributions.

b — Recueillent les listes du matériel établies par les directeurs des écoles privées subventionnées.

c — Réunissent les listes du matériel demandé par les présidents des sociétés sportives ou des groupements postcolaires.

Ces documents sont adressés, sous couvert des administrateurs commandant de cercle au chef du service de l'éducation physique, les documents b et c étant revêtus de l'avis des chefs régionaux de l'enseignement.

Ils joignent à la documentation ainsi rassemblée tous renseignements (devis, schémas, montant des crédits etc...) relatifs aux installations fixes à réaliser sur les terrains que les administrateurs sont chargés de créer et d'entretenir conformément aux dispositions des circulaires nos 1587 T., 2191 T. et 960 T. des 7 septembre 1928, 12 décembre 1928 et 23 juin 1932.

Les administrateurs commandant de cercle font connaître, le cas échéant, leurs observations dans un rapport d'ensemble faisant envoi des propositions des chefs régionaux de l'enseignement.

Contrôle des résultats. — Remplacé par le texte ci-après :

Les résultats obtenus sont contrôlés :

a — Par les directeurs régionaux de l'enseignement officiel pour l'ensemble des classes, groupements et sociétés sportives stationnées sur le territoire du cercle relevant de leurs attributions.

b — Par les commissions régionales d'examen prévues par arrêté n° 165 en date du 16 mars 1933 pour la surveillance des épreuves des certificats d'éducation physique élémentaire, secondaire et supérieure.

c — Par les chefs de service de l'enseignement et de l'éducation physique et des sports au cours de leurs inspections.

Dispositions transitoires. — Exceptionnellement, pour 1933, les demandes de matériel prévues au § « demandes de matériel » seront adressées pour le 1^{er} juin.

Lomé, le 11 avril 1933.

Le Commissaire de la République,
R. DE GUISE.

MODIFICATIF à l'annexe I de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 (J. O., page 478 du 16 octobre 1932).

Est rayé du tableau de classement des immeubles administratifs des cercles le logement sis à Tové (cercle de Klouto) du chef de la station agricole dudit lieu, logement ne présentant plus le caractère de confort minimum de ceux rangés dans les catégories régulières.

ERRATUM au journal officiel du 16 mars 1933.

Page 171 — Première colonne — Arrêté n° 116 portant annulation de sanctions disciplinaires — 24^e ligne.

au lieu de :

« Lomé le 22 février 1933 »,

lire :

« Lomé le 24 janvier 1933 ».

NOMINATIONS. MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Cessation de service

Par décision du :

6 avril 1933. — La décision du 13 avril 1931, portant engagement de madame Robert Conso, en qualité de sténodactylographe est rapportée à compter du 11 avril 1933 date de son départ du Territoire.

Nominations

Par décisions des :

8 avril 1933. — M. PINELLI Roch, agent comptable contractuel affecté au service du chemin de fer par décision n° 273 du 29 mars 1933 est nommé gérant comptable du magasin d'approvisionnement du chemin de fer et du wharf à compter du 5 avril 1933 en remplacement de M. CERVEAUX agent comptable contractuel appelé à d'autres fonctions.

19 avril 1933. — M. MOURAGUES, élève-administrateur des colonies, est nommé billeteur du commissariat de la République.

Affectations

Par décisions des :

18 avril 1933. — M. JAGU, commis des services civils, attendu à Lomé le 15 avril 1933 par paquebot *Asie*, est affecté au bureau des services financiers.

19 avril 1933. — M. DE SAINT-ALARY, administrateur de 1^{re} classe des colonies, est désigné, sur sa demande, pour prendre le commandement du cercle de Mango, en remplacement de M. GOUJON, administrateur de 1^{re} classe des colonies, en instance de départ en congé.

M. MOAL, administrateur-adjoint des colonies, est nommé à titre provisoire, chef du bureau des services financiers, et chef du bureau des contributions, en remplacement de M. SAINT-ALARY, administrateur des colonies, appelé à d'autres fonctions.

M. HÉRAUD, mécanicien-contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais, est mis à la disposition de M. le chef du service des travaux publics et affecté à Lomé en qualité de chef du garage central en remplacement de M. STOLL, ouvrier d'art principal, en instance de départ en congé.

Une indemnité forfaitaire mensuelle de huit cents francs, exclusive de toute indemnité, est allouée à M. HERAUD pour compenser la perte qu'il subit du fait que l'indemnité du terrain à laquelle il a droit en vertu de son contrat ne peut plus lui être allouée en raison de sa nouvelle affectation.

Cette indemnité sera payée à M. HERAUD, dans les mêmes conditions que sa solde.

20 avril 1933. — Est et demeure rapportée la décision n° 128 du 15 février 1933, pour compter du 20 avril 1933.

M. AUBER Marc, administrateur de 1^{re} classe des colonies, continuera ses fonctions de juge suppléant près le tribunal de 1^{re} instance de Lomé dans les conditions fixées par l'arrêté du 20 août 1931.

Il aura droit en cette qualité à l'allocation annuelle de six mille francs prévue à l'arrêté local du 20 août 1931.

Congés

Par décisions des :

11 avril 1933. — Un congé administratif de 8 mois pour en jouir à Paris (France) et à Basse-Terre (Guadeloupe) est accordé à M. ROCHE, administrateur adjoint de 1^{re} classe qui compte 35 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Perpignan, (Pyrénées-Orientales) est accordé à M. RIBEL, qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Donnemarie en Montois (Seine et Marne) est accordé à M. SAINT-CRIQ, qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un congé de fin de contrat de 6 mois pour en jouir en France, 5, rue Fresque, Nîmes, est accordé à M. COMBE, qui compte 28 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

19 avril 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Montgoumard par la Rochefoucauld (Charente) est accordé à M. BLANCHARD, chef de gare du C. C. S. des chemins de fer de l'A. O. F. qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Passages

Par décisions des :

8 avril 1933. — Une réquisition de passage par anticipation Lomé-Marseille est accordée à madame CADET et à son fils âgé de 6 ans sur le paquebot *Canada*, attendu à Lomé vers le 8 mai 1933, 1^{re} classe 2^e catégorie.

Une réquisition de passage de retour par anticipation Lomé-Marseille, est accordée à madame PERRET et à son fils âgé de 3 ans 8 mois sur le paquebot *Canada*, attendu à Lomé vers le 8 mai 1933, 2^e classe 3^e catégorie.

Constatations d'infractions

Par décisions des :

11 avril 1933. — M. GARNIER, ingénieur-adjoint des travaux publics, est commissionné à l'effet de constater les infractions à la réglementation des carrières et des conditions d'exploitation.

Il devra, préalablement, à toute constatation, prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

13 avril 1933. — M. ROBIN, ingénieur-adjoint d'agriculture chef du secteur du cotonnier, en résidence à Nuatja est habilité à dresser procès-verbal des contraventions prévues par les textes en vigueur concernant la culture du cotonnier.

Par arrêté du :

14 avril 1933. — M. ROBIN, ingénieur-adjoint d'agriculture, chef du secteur du cotonnier est habilité à constater dans le cercle d'Atakpamé les infractions aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1932.

M. ROBIN prêtera par écrit le serment réglementaire devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Indemnités

Par décision du :

11 avril 1933. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 15 francs par mois, est accordé à M. BERTHON, surveillant contractuel des travaux publics, en service à Lomé.

Gratification

Par décision du :

7 avril 1933. — Une gratification de 600 francs est accordée à Madame CONSO, sténo-dactylographe, en service au cabinet.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

Par arrêté du :

25 mars 1933. — La sage-femme auxiliaire de 3^e classe (stagiaire) Diogo Joséphine, est soumise à une nouvelle année de stage pour compter du 17 novembre 1932.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nominations**

Par arrêté du :

7 avril 1933. — NAGBE OUELEDJI, chef du canton de l'Akposso-sud est révoqué de ses fonctions.

INOU, chef du village de Témé-Odééré est nommé chef du canton de l'Akposso-sud.

Par décisions des :

18 avril 1933. — Sont nommés microscopistes-observateurs à la solde de 4 francs par jour, à compter du 1^{er} avril 1933, les élèves microscopistes GANIN ASSANTÉ, AMADOU BANNA, et BEAO ATCHABOA, en service à Pagouda, qui ont satisfait à l'examen prévu par la décision.

19 avril 1933. — Mademoiselle Julia AMORIN, titulaire du certificat d'études primaires, est agréée en qualité de monitrice auxiliaire au traitement journalier de 10 francs pendant les classes (jeudis et dimanches compris), de 5 francs pendant les vacances.

La monitrice auxiliaire Julia AMORIN est affectée à l'école ménagère de Lomé.

Révocations

Par arrêtés des :

7 avril 1933. — Le mécanicien-conducteur de 5^e classe DAHOUEOU Martin est révoqué de ses fonctions à compter du 24 janvier 1933.

14 avril 1933. — Est révoqué à compter du 1^{er} avril 1933, le garde-frontière de 2^e classe ABODOU YOBON.

18 avril 1933. — Le garde d'hygiène de 3^e classe AMOUSSOU Georges est révoqué de son emploi.

Le garde d'hygiène de 4^e classe D'ALMEIDA Sylvestre est révoqué de son emploi.

Le mécanicien conducteur de 5^e classe AOUKOU EZIN est révoqué à compter du 4 avril 1933.

20 avril 1933. — Le planton de 4^e classe AGBODJAN SEWAYI William est révoqué de son emploi à compter du 16 février 1933.

Licenciements

Par décision du :

6 avril 1933. — L'élève de 2^e année GBIKPI Benoît est licencié du cours complémentaire pour abandon de classe.

Il est astreint au remboursement des frais d'études (mille vingt francs) prévu par les articles 23 et 31 de l'arrêté du 28 juin 1928.

Par arrêté du :

7 avril 1933. — Est licencié à compter du 9 avril 1933, le moniteur de 6^e classe stagiaire, NICOUÉ Benoît de l'enseignement privé (mission catholique).

Par décision du :

12 avril 1933. — Le moniteur stagiaire de 6^e classe AKAMAKOU Stanislas est licencié de son emploi, à compter du 1^{er} avril 1933.

Titularisations

Par arrêtés des :

7 avril 1933. — Le moniteur de 6^e classe stagiaire AMEGANVI Louis est titularisé dans son emploi en qualité de moniteur de 6^e classe à compter du 25 mars 1933, date à laquelle il a accompli son année de stage réglementaire.

Est titularisé à compter du 1^{er} avril 1933 le moniteur de 6^e classe stagiaire de l'enseignement privé (mission catholique), SOGA Simon.

12 avril 1933. — Le moniteur de 6^e classe stagiaire ABOYI Constantin, mission évangélique, est titularisé dans son emploi en qualité de moniteur de 6^e classe à compter du 1^{er} mars 1933 au point de vue exclusif de l'ancienneté.

18 avril 1933. — Le commis-expéditionnaire auxiliaire (2^e échelon) ABOKI Walter, en service au bureau des services financiers, est titularisé dans son emploi, en qualité de commis-expéditionnaire de 8^e classe, pour compter du 5 mars 1933.

Affectations

Par décisions des :

19 avril 1933. — Le moniteur auxiliaire SITTI Jean affecté provisoirement à l'école ménagère de Lomé est réaffecté au cours de pédagogie.

20 avril 1933. — Le commis-expéditionnaire de 5^e classe PEREIRA DA SILVA, affecté provisoirement à la commune-mixte de Lomé, est remis à la disposition de l'administrateur-adjoint des colonies, commandant le cercle d'Anécho.

Mutations

Par décisions des :

11 avril 1933. — L'aide-médecin de 5^e classe ACCROBESSI Marcellin, en service aux travaux neufs à Akaba, est affecté à Lomé.

L'infirmier de 4^e classe MAWOENA Emmanuel et l'infirmier de 5^e classe AMOUZOUY Bernard et les microscopistes-observateurs GONWY Grégoire, AMADOU BANNA, ATCHABEO BEAO et GANIN ASSANTÉ, en service au secteur de prophylaxie de la trypanosomiase à Pagouda, sont affectés au service médical d'émigration à Sokodé.

14 avril 1933. — L'infirmier de 4^e classe LAWSON Pierre, en service à Pagouda, est affecté à Palimé.

L'infirmier de 4^e classe MACOULY MOUSSÉ, placé en stage à Pagouda, est remis à la disposition du médecin chef de la circonscription sanitaire d'Atakpamé.

Les infirmiers de 4^e classe. Alphonse GBIKPI, en service à Lomé et Samuel GBIKPI, en service à Akaba, sont affectés au secteur de prophylaxie de la maladie du sommeil.

Permissions et congés

Par décisions des :

6 avril 1933. — Une permission de 15 jours, avec traitement du 21 avril au 5 mai 1933 inclus, est accordée à M. BRENNER Carl Marcellin, commis-expéditionnaire de 6^e classe, en service au bureau des services financiers, pour en jouir à Lomé.

11 avril 1933. — Une prolongation de congé de maladie de 30 jours avec solde de présence, du 1^{er} au 30 avril 1933 inclus, est accordée à l'instituteur-auxiliaire de 1^{re} classe EDOH Thomas de l'école régionale de Lomé, pour en jouir à Glidji (cercle d'Anécho.)

Un congé de 45 jours, avec traitement du 15 avril au 29 mai 1933 inclus, est accordé à M. Michel SEGBÉDJI, pointeur de 6^e classe, en service au chemin de fer (wharf), pour en jouir à Atakpamé.

12 avril 1933. — Un congé de 30 jours avec traitement du 1^{er} au 30 mai 1933 est accordé à M. AJAYEE Dominique Jean, préposé des douanes de 7^e classe, en service à Lomé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours avec traitement du 3 mai au 1^{er} juin 1933 inclus, est accordé au garde-frontière de 2^e classe GNASSOUNOU Antoine, en service à Klouto, pour en jouir à Abomey (Dahomey).

13 avril 1933. — Une permission de 10 jours avec traitement, du 16 au 25 avril 1933 inclus, pour en jouir à Anécho, est accordée à l'infirmier de 4^e classe Alphonse GBIKPI, en service à l'hôpital de Lomé.

14 avril 1933. — Une permission de 8 jours avec traitement du 24 avril au 1^{er} mai 1933 inclus, est accordée à la monitrice VON DOERING Louise, en service à la mission catholique (Lomé), pour en jouir à Lomé.

Un congé de 30 jours avec traitement du 25 avril au 24 mai 1933, est accordé à l'ouvrier de 6^e classe EVESSA YAFETE en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Nuatja (cercle d'Atakpamé).

15 avril 1933. — Un congé de 30 jours avec traitement du 20 avril au 19 mai 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 8^e classe KODJOVI KPOKLO, en service au chemin de fer pour en jouir à Atakpamé.

19 avril 1933. — Un congé de 30 jours avec traitement du 1^{er} au 30 mai 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 1^{re} classe THOMAS AFAGNIHUN, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Dadja (cercle d'Atakpamé).

Un congé de 30 jours avec traitement du 25 avril au 24 mai 1933 est accordé à l'ouvrier de 7^e classe MENSAN François, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Atakpamé.

20 avril 1933. — Une permission de 20 jours, avec traitement du 1^{er} au 20 mai 1933 inclus, est accordée à M. BOTNAS Joseph, maître ouvrier de 4^e classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Anécho.

Prolongation de stage

Par arrêté du :

7 avril 1933. — Est soumis à une prolongation de stage de 6 mois, à compter du 1^{er} avril 1933, le moniteur de 6^e classe stagiaire de l'enseignement privé (mission catholique) KOUDOU KOUAMI Emmanuel.

Augmentation de solde

Par décision du :

13 avril 1933. — Le salaire journalier des microscopistes :

KARO KPATCHA,

Gaston NESAO,

KAMBRE BEGUENOM,

en service au secteur de prophylaxie de la trypanosomiase est porté à 5 francs pour compter du 1^{er} avril 1933.

Indemnité

Par décision du :

18 avril 1933. — L'infirmier de 5^e classe WILSON Robert, en service dans le secteur de la lutte contre la maladie du sommeil est autorisé à utiliser sa bicyclette pour les besoins de son service.

Il aura droit à ce titre à l'indemnité représentative fixe de 15 francs par mois.

Gratifications

Par décisions des :

7 avril 1933. — Une gratification de 300 francs (trois cents francs) imputable au budget local chapitre VI art. 2 § 2 est accordée au préposé indigène GBELEWOO Nicolas, des douanes pour la bonne tenue du magasin et des écritures pendant le premier trimestre de l'année 1933.

12 avril 1933. — Une gratification de 100 francs est accordée au commis-expéditionnaire de 5^e classe MENSAN Alphonse, en service au cercle de Klouto pour travaux supplémentaires effectués pendant le séjour de la mission d'inspection dans le cercle.

Sanctions disciplinaires

Par décisions des :

6 avril 1933. — Une suspension de 7 jours de solde est infligée au mécanicien conducteur de 5^e classe HOLLOR Emmanuel, en service au secteur de prophylaxie et de traitement de la maladie du sommeil.

11 avril 1933. — Une suspension de 15 jours de solde est infligée au moniteur de 4^e classe d'agriculture KPRONGBE Antoine, en service à la circonscription agricole du centre.

FORCES DE POLICE

Rengagement

Par arrêté du :

6 avril 1933. — Est rengagé pour trois ans dans la garde indigène pour compter du 4 avril 1933, le garde de 2^e classe YORA, Mle 626, du peloton d'Anécho.

Incorporations

1^{er}. — Sont incorporés à la compagnie de milice, pour une durée de 3 ans, les stagiaires volontaires dont les noms suivent :

Comme miliciens de 1^{re} classe

A compter du :

9 février 1933. — MAMADOU, Mle M/ 203,
9 février 1933. — ABLOUDOU A. Mle M/ 204,
23 février 1933. — DOKASSA, Mle M/ 205,

Comme miliciens de 2^e classe

A compter du :

9 février 1933. — AOUSSA SAVALOU, Mle M/ 206,
9 février 1933. — BAKO, Mle M/ 207,
9 février 1933. — KORIGNON, Mle M/ 208,
9 février 1933. — ADJAHOU, Mle M/ 209,
9 février 1933. — BIOGUEDE, Mle M/ 210,
9 février 1933. — ALEKRO, Mle M/ 211,
10 février 1933. — OUMBO, Mle M/ 212,
10 février 1933. — AHONASSOU, Mle M/ 213,
10 février 1933. — CONFAL, Mle M/ 214,
10 février 1933. — AMADE, Mle M/ 215,
10 février 1933. — NIALO, Mle M/ 216,
13 février 1933. — GAMBOGNON, Mle M/ 217,
25 février 1933. — DANGNENI, Mle M/ 218,
27 février 1933. — YEMOA, Mle M/ 219,
3 mars 1933. — DOSSAVI, Mle M/ 220.

2^o. — Sont engagés comme garde de 2^e classe, pour une durée de 3 ans, les stagiaires volontaires dont les noms suivent pour compter du :

15 février 1933. — FATOUZOUN, Mle 903,
4 mars 1933. — DARREI, Mle 904,
10 mars 1933. — DA SILVA Paul, Mle 905,
20 mars 1933. — TOMODJI, Mle 906.

Réintégration

Est réintégré dans la compagnie de milice, comme milicien de 1^{re} classe N^o Mle M/ 221, le garde de 1^{re} classe KOMBATE, du centre d'instruction.

Congés

Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) est accordé à chacun des agents dont les noms suivent :

OTOA, milicien 1^{re} classe Mle M/ 40, de la compagnie de milice accompagné de sa femme pour en jouir à Kandé (Mango).

POUKRA, milicien 2^e classe Mle M/ 167, de la compagnie de milice accompagné d'une femme à l'aller, et d'une femme et 3 enfants au retour pour en jouir à Siou (Sokodé).

TENGANDE, brigadier 2^e classe Mle 292, du peloton des travaux neufs accompagné de sa femme & 2 enfants pour en jouir à Sanna-Bori (Haute Volta).

Licenciement

Est licencié pour fin de contrat à compter du 4 avril 1933, le garde de 2^e classe AMOUSSOU, N^o Mle 628, du peloton de Lomé.

Affectations

Sont affectés pour compter du 1^{er} avril 1933 :

a) au centre d'instruction Lomé

GBATAHO, garde 2^e classe Mle 510, du peloton d'Atakpamé.

GOMA, garde 1^{re} classe Mle 56, du peloton d'Atakpamé.

b) au peloton Lomé

BAOUANA, garde 1^{re} classe Mle 351, du centre d'instruction.

YORA, garde 1^{re} classe Mle 46, du centre d'instruction.
ASSAMALA, garde 2^e classe Mle 666, du centre d'instruction.

c) au peloton d'Atakpamé

BAOUROU, garde 2^e classe Mle 859, du peloton de Lomé.

d) au détachement milice Anécho

NIOFAM, sergent, Mle M/ 4, de la compagnie de milice.

BESSI, caporal-chef, Mle M/ 180, de la compagnie de milice.

MISSIKA, caporal, Mle M/ 21, de la compagnie de milice.

KALI LIMA, milicien, 1^{re} classe Mle M/ 41, de la compagnie de milice.

OUNANA, milicien de 1^{re} classe Mle M/ 73, de la compagnie de milice.

BAMA, caporal, Mle M/ 197, de la compagnie de milice.

YAO MANGO, milicien 1^{re} classe, Mle M/ 152, de la compagnie de milice.

TOUSSOUBE, milicien 2^e classe, Mle M/ 149, de la compagnie de milice.

TCHAOU, milicien 2^e classe, Mle M/ 189, de la compagnie de milice.

KOUDIANGO MESSI, milicien 2^e classe, Mle M/ 177, de la compagnie de milice.

ADAM PATCHA, milicien 2^e classe, Mle M/ 146, de la compagnie de milice.

MAMADOU, milicien 1^{re} classe Mle M/ 203, du centre d'instruction.

ABOUDOU AMOUSSOU, milicien 1^{re} classe, Mle M/ 204, du centre d'instruction.

DOSSAVI, milicien 2^e classe, Mle M/ 220, du centre d'instruction.

KORIGNON, milicien 2^e classe, Mle M/ 208, du centre d'instruction.

ALEKRO, milicien 2^e classe, Mle M/ 211, du centre d'instruction.

CONFAL, milicien 2^e classe, Mle M/ 214, du centre d'instruction.

DOKASSA, milicien 1^{re} classe, Mle M/ 205, du centre d'instruction.

BAKO, milicien 2^e classe, Mle M/ 207, du centre d'instruction.

BIOGUEDE, milicien 2^e classe, Mle M/ 210, du centre d'instruction.

AOUSSA SAVALOU, milicien 2^e classe, Mle M/ 206, du centre d'instruction.

ADJAHOU, milicien 2^e classe, Mle M/ 209, du centre d'instruction.

AHONASSOU, milicien 2^e classe, Mle M/ 212, du centre d'instruction.

AMADE, milicien 2^e classe, Mle M/ 215, du centre d'instruction.

e) à la section milice Sokodé

EHOUAZA, sergent, Mle M/ 13, de la compagnie de milice.

BONKPASSE, caporal, Mle M/ 135, de la compagnie de milice.

YAGUIDI, milicien 1^{re} classe, Mle M/ 178, de la compagnie de milice.

KALAKASSI, milicien 1^{re} classe, Mle M/ 165, de la compagnie de milice.

MAMA, milicien 1^{re} classe, Mle M/ 184, de la compagnie de milice.

MAMA NAYA, milicien 1^{re} classe, Mle M/ 98, de la compagnie de milice.

KOMBATE, milicien 1^{re} classe, Mle M/ 221, de la compagnie de milice.

BANDIAHOFEYE, milicien 2^e classe, Mle M/ 156, de la compagnie de milice.

DEBABA, milicien 2^e classe, Mle M/ 164, de la compagnie de milice.

BATOULA, milicien 2^e classe, Mle M/ 169, de la compagnie de milice.

OURO HARA, milicien 2^e classe, Mle M/ 166, de la compagnie de milice.

BADJA, milicien 2^e classe, Mle M/ 168, de la compagnie de milice.

Agrément d'agents stagiaires

Sont agréés en qualité d'agents stagiaires, les indigènes volontaires dont les noms suivent :

Pour compter du :

20 mars 1933. — COMLAN Michel,

1^{er} avril 1933. — AMADOU,

1^{er} avril 1933. — HENOU,

1^{er} avril 1933. — MAMAIZE DOMI,

1^{er} avril 1933. — SALOU BOULALA,

1^{er} avril 1933. — GOUVIDE,

1^{er} avril 1933. — ATCHANA,

1^{er} avril 1933. — SIDO BILOU,

1^{er} avril 1933. — APEKEY Arnold,

1^{er} avril 1933. — KOULOUA,

1^{er} avril 1933. — ZEKPA Joseph,

1^{er} avril 1933. — KODJO ALAGBÉ,

3 avril 1933. — VIDJIANI,

3 avril 1933. — MAMADOU,

3 avril 1933. — OURI KÉITA,

COMMISSION DE SURVEILLANCE DES PRISONS

Par décision du :

22 avril 1933. — M. BERNARD, rédacteur principal de 1^{re} classe à l'administration centrale des colonies, est désigné en qualité de membre de la commission de surveillance prévue à l'article 37 de l'arrêté du 16 octobre 1923.

COMMISSIONS.

Par décisions des :

8 avril 1933. — M. M. KUTCHENRITTER, directeur du cours de pédagogie et MIAT, directeur de l'école régionale de Lomé sont désignés pour faire partie de la commission chargée de la correction des épreuves du concours à l'emploi d'inspecteur auxiliaire de police, prévue à l'art. 10 de l'arrêté du 11 mars 1933.

M. FALCONETTI, adjudant-chef des troupes coloniales en service hors cadres au Togo, est adjoint à la dite commission en qualité de moniteur d'éducation physique.

11 avril 1933. — Une commission extraordinaire de condamnation et de reclassement composée de :

M. M. MOAL, administrateur adjoint des colonies	} <i>Président</i>
VEULEET, chef du service de la voie et des bâtiments du chemin de fer,	
WALLON, chef de la traction du C.F.T.,	
RIBEIL, adjoint des services civils,	

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de procéder à la condamnation et au recensement d'une certaine quantité de matériel du service du chemin de fer et du wharf.

MODIFICATIFS à la décision n° 262 du 27 mars 1933, nommant une commission sur l'évaluation des secours complémentaires à accorder aux familles des personnes décédées accidentellement à Lomé le 4 février 1933.

au lieu de :

M. M.
GERVEAUX, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies.

ire :

M. M.
LELONG, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies.

Le reste sans changement.

à la décision n° 267 du 28 mars 1933 nommant commission chargée de l'étude des coutumes indigènes.

au lieu de :

M. M.
CERVEAUX, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies.

lire :

M. M.
NATIEL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies.

Le reste sans changement.

COMMISSION D'ENQUÊTE

Par décision du :

6 avril 1933. — Un conseil d'enquête composé de :

M. M. MOURAGUES, élève-administrateur des colonies	} <i>Président</i>
René DE GUISE, adjoint technique de 1 ^{re} classe du cadre auxiliaire des travaux publics de l'A. O. F.,	
Andréas ALLEN, conducteur-mécanicien de 5 ^e classe,	

Membres

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas de mécanicien conducteur de 5^e classe AOUKOU EZIN.

M. René DE GUISE est nommé rapporteur du susdit conseil.

DOMAINES

Par arrêté du :

13 avril 1933. — Le sieur Achille N. Houngue, commerçant demeurant à Sokodé, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Lama-Kara, constituant le lot n° 10 du lotissement de centre commercial de Lama-Kara, d'une superficie de onze ares quatre vingt sept centiares.

Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 867, déposée le 13 avril 1933 le sieur Maurice Amégashie, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4 ares 76 centiares situé à Lomé, quartier n° 10, (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Jacob Adjallé, à l'est par la rue Stanley, au sud par terrain à Assibie de Souza, à l'ouest par terrain à John Apaloo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au livre foncier du cercle de Sokodé

Suivant réquisition, n° 868, déposée le 25 avril 1933 le receveur des domaines demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Sokodé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de rectangle d'une contenance totale de 1 hectare 40 ares situé à Sokodé, (cercle de Sokodé) et borné au nord, au sud et à l'ouest par terrains vants et sans maître, à l'est par une route joignant le nouveau marché à la route des Cabrais.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir : occupé à titre provisoire par la mission catholique en vertu d'un arrêté du 24 avril 1928.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE

Avis de bornages

Le mardi 30 mai 1933 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nuatja (cercle d'Atakpamé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant une construction en terre de barre à usage d'habitation et de boutique d'une contenance de 22 ares 50 centiares, et borné au nord par la route de la gare, à l'est par terrain à Dodjé, au sud et à l'ouest par terrain au chef de Comedja, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Nonvignon Mihluedo commerçant demeurant à Nuatja, agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 3 mars 1933, n° 862.

Le jeudi 1^{er} juin 1933 à huit heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 5, (cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain en partie bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant deux petites constructions à usage d'habitation d'une contenance de 17 ares 46 centiares, et borné au nord par terrains à Ayivi Ayité, Francis Homawoo et Ayelevi Djodo, à l'ouest par terrain à la mission protestante, au sud par la rue d'Alsace-Lorraine, à l'ouest par terrain aux héritiers Edmond Anthony, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Philipp Anthony, employé de commerce demeurant à Adafienu (Gold-Coast) agissant en son nom personnel suivant réquisition du 4 mars 1933, n° 863.

Le jeudi 1^{er} juin 1933 à neuf heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, (cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares 02 centiares, et borné au nord par la nouvelle route de Bè, à l'est par terrain à Félicio de Souza, au sud et à l'ouest par terrain aux héritiers pasteur Aku Andreas, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Rosa Adjuavi, commerçante demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 9 mars 1933, n° 864.

Le jeudi 1^{er} juin 1933 à dix heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier, n° 4, (cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant deux constructions en terre de barre à usage d'habitation d'une contenance de 3 ares 08 centiares, et borné au nord par la rue du Dahomey, à l'est par terrain à Damiao Aguiar, au sud par terrain aux héritiers Francisco Jéjé d'Almeida, à l'ouest par terrain à Demanyah (T. 333 de Lomé), dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Foli Gbessaya, ancien cuisinier demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel suivant réquisition du 17 mars 1933, n° 865.

Le jeudi 8 juin 1933 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpadapé, (Aveho-Hlinhandji), (cercle de Klouto) consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier planté en cacaoyers et caféiers, d'une contenance de 2 ha. 58 ares 92 centiares, et borné au nord par terrain à chef Djinkou, à l'est par terrain à Adjimassi, au sud par terrains à Valentin Kpédo et France Kokou, à l'ouest par terrains à Eklou Agbodrou et Tépé Kuassi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jean Daté Barrigah, commerçant et planteur demeurant à Kpadapé, agissant en son nom personnel comme propriétaire suivant réquisition du 4 avril 1933, n° 866.

Le jeudi 1^{er} juin 1933 à onze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 10, (cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 4 ares 76 centiares, et borné au nord par terrain à Jacob Adjallé, à l'est par la rue Stanley, au sud par terrain à Assibie de Souza, à l'ouest par terrain à John Apaloo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Maurice Amegashie, employé de commerce demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 13 avril 1933, n° 867.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

Il est donné avis que par jugement du 3 mars 1933 le tribunal de première instance de Lomé a prononcé l'envoi en possession provisoire du domaine des successions vacantes ci-après :

1° — Oke, militaire, né à Golo Djigbé (Dahomey) décédé à Sansanné-Mango le 19 octobre 1924.

Ladite succession présente un solde créateur de 199 frs. 32.

2° — Aniada, militaire, né à Konté, cercle de Sansanné-Mango en 1900, décédé à Fréjus le 5 mars 1925.

Ladite succession présente un solde créateur de 56 frs. 00.

3° — Takba, militaire, né à Yaka (Togo) en 1898, décédé à Guiglo (Ht. Cavally) le 21 janvier 1919.

Ladite succession présente un solde créateur de 57 frs. 94.

Les personnes pouvant avoir des droits sur ces successions sont invitées à se faire connaître au curateur soussigné.

Lomé, le 25 avril 1933.

Le curateur, aux successions et biens vacants,

PEYROTTE.

BULLETIN ECONOMIQUE

DE

L'ANNÉE 1932

RECETTES DOUANIÈRES

Les recettes de l'année 1932, accusent une-moins value de 152.772 frs. 40 sur celles de l'année 1931.

TABLEAU COMPARATIF
des Recettes Douanières pendant les Années
1932 et 1931

TITRES DE PERCEPTION	ANNÉE 1931	ANNÉE 1932
Droits d'importation	11.667.464,00	9.864.161,02
Droits d'exportation	937.240,66	1.073.471,68
Taxe de consommation	576.018,88	546.606,18
Produits de ventes	—	3.355,90
Amendes et confiscation	16.888,29	18.217,24
Magasinage	21.770,90	27.853,90
Remboursement d'imprimés	108,75	112,75
Taxe de plombage	160,00	24,00
Taxe de statistique	39.488,20	190.117,00
Taxe sur chiffres d'affaires à l'importation	1.487.294,93	1.547.216,60
Taxe sur chiffres d'affaires à l'exportation	239.090,47	381.512,62
Taxe compensatrice	858.567,63	998.670,42
TOTAUX	15.804.082,71	14.651.310,31

STATISTIQUES COMMERCIALES ANNUELLES

TABLEAU indiquant en VALEUR le mouvement commercial du Territoire pendant l'année 1932 et donnant la comparaison avec les résultats de l'année précédente.

PAYS DE PROVENANCE OU DE DESTINATION	MOUVEMENT COMMERCIAL exprimé en francs pendant les années		DIFFÉRENCES pour l'année 1932	
	1932	1931	EN PLUS	EN MOINS
1° — IMPORTATIONS				
De France	12.093.563	12.019.324	74.239	—
Des Colonies Françaises . . .	317.181	641.723	—	324.542
De l'Etranger	53.174.908	57.189.881	—	4.114.973
Totaux	65.485.652	69.850.928	74.239	4.439.515
2° — EXPORTATIONS ET RÉEXPORTATIONS				
A destination :				
De France	15.495.585	29.929.686	—	14.430.107
Des Colonies Françaises . . .	212.051	699.044	—	486.993
De l'Etranger	13.531.152	19.467.023	—	5.935.871
Totaux	29.238.788	50.091.753	—	20.852.965
3° — COMMERCE TOTAL				
(IMPORTATIONS, EXPORTATIONS, RÉEXPORTATIONS)				
Avec la France	27.589.148	41.945.010	—	14.355.862
Avec les Colonies Françaises . .	529.232	1.340.767	—	811.535
Avec l'Etranger	66.606.060	76.656.904	—	10.050.844
Totaux	94.724.440	119.942.681	—	25.218.241

STATISTIQUES COMMERCIALES ANNUELLES

TABLEAU indiquant en QUANTITÉS le mouvement commercial du Territoire pendant l'année 1932 et donnant la comparaison avec les résultats de l'année précédente.

PAYS DE PROVENANCE OU DE DESTINATION	MOUVEMENT COMMERCIAL exprimé en kgs. pendant les années		DIFFÉRENCE pour l'année 1932	
	1932	1931	EN PLUS	EN MOINS
1° — IMPORTATIONS				
De France	7.574.655	3.780.590	3.794.065	—
Des Colonies Françaises . .	251.733	234.057	17.676	—
De l'Etranger	23.596.693	24.038.291	—	441.598
TOTAUX	31.423.081	28.052.938	3.811.741	441.598
2° — EXPORTATIONS ET RÉEXPORTATIONS				
Pour France	9.369.370	11.358.950	—	1.989.580
Pour les Colonies Françaises .	37.541	56.936	—	19.395
Pour l'Etranger	14.939.850	13.551.159	1.388.691	—
TOTAUX	24.346.761	24.967.045	1.388.691	2.008.395
3° — COMMERCE TOTAL (IMPORTATIONS ET RÉEXPORTATIONS)				
Avec la France	16.944.025	15.139.540	1.804.485	—
Avec les Colonies Françaises .	289.274	290.993	—	1.719
Avec l'Etranger	38.536.543	37.589.450	947.093	—
TOTAUX	55.769.842	53.019.983	2.751.578	1.719

RELEVÉ des importations pendant l'année 1932

DÉSIGNATION DES PRINCIPALES MARCHANDISES IMPORTÉES	Année 1932		Année 1931		DIFFÉRENCES pour l'année courante (EN FRANCS)	
	QUANTITÉS	VALEURS EN FRANCS	QUANTITÉS	VALEURS EN FRANCS	EN PLUS	EN MOINS
Farineux alimentaires . . .	546.307	693.242	708.628	1.039.943	—	346.701
Sucre	394.330	494.853	447.913	842.209	—	347.356
Tabac en feuilles	181.465	1.677.656	171.859	2.127.588	—	449.932
Boissons	691.393	2.819.991	931.321	4.328.029	—	1.508.038
Ciment	3.060.580	900.362	3.434.161	992.654	—	92.292
Bois	502.720	453.459	461.065	493.981	—	40.522
Essences et pétrole	1.672.190	2.377.953	2.006.266	4.145.628	—	1.767.676
Métaux	10.923.314	17.069.608	9.497.617	14.976.839	2.092.769	—
Sel	2.143.191	474.651	2.930.968	601.495	—	126.844
Poteries	35.553	105.585	12.777	95.791	9.794	—
Verres et cristaux	18.310	171.613	18.372	312.005	—	140.392
Fils	53.774	713.607	38.371	661.682	51.925	—
Tissus de coton	407.680	9.393.827	242.550	8.234.931	1.158.896	—
Tissus autres	384.460	1.610.036	385.217	2.290.272	—	680.236
Vêtements confectionnés . .	21.542	753.131	15.125	1.046.574	—	293.443
Machines mécaniques . . .	179.086	4.055.019	198.221	3.945.507	109.512	—
Ouvrages en bois	60.776	91.771	88.227	197.584	—	105.813
Ouvrages en matières di- verses	524.009	7.454.823	546.690	7.129.567	325.256	—
Autres marchandises	9.313.794	14.174.465	6.848.911	16.388.649	—	2.214.184
TOTAUX GÉNÉRAUX	31.423.081	65.485.652	28.052.938	69.850.928	3.748.152	8.113.428

Les importations accusent une augmentation de 3.370.153 kilogrammes correspondant à une diminution de 4.365.276 francs sur l'année précédente.

On peut les répartir, en étudiant la physionomie commerciale de l'année 1932, en trois catégories.

1^{re} — Celles pour lesquelles on enregistre à la fois des augmentations de poids et des diminutions de valeur : les tabacs en feuilles, les bois sciés, le sel marin, les verres et cristaux, les vêtements confectionnés.

2^e — Celles qui sont affectées de régression à la fois en valeur et en quantité : les farineux alimentaires, les sucres, les boissons, les ciments, les essences et pé-

troles, les tissus dénommés autres, les ouvrages en bois.

3^e — Celles qui marquent des plus values :

les métaux, les poteries, les fils de coton, les tissus de coton, les machines mécaniques et les ouvrages en matières diverses.

L'importation des boissons alcooliques poursuit régulièrement le mouvement de baisse amorcé depuis plusieurs années au bénéfice des boissons hygiéniques.

Le tableau comparatif ci-dessous indique la contribution fournie par les principaux pays au commerce d'importation pendant les années 1931 — 1932.

PRINCIPAUX FOURNISSEURS	IMPORTATIONS DE LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES (valeurs exprimées en francs)	
	1931	1932
France	12.019.324	12.095.563
Allemagne	18.863.983	14.891.811
Angleterre	13.716.313	16.673.705
Belgique	1.285.295	1.787.503
Etats-Unis	9.734.054	6.597.940
Hollande	3.255.207	1.576.262
Autres pays	10.976.752	12.068.868
Totaux	69.850.928	65.485.658

RELEVÉ des exportations pendant l'année 1932

DÉSIGNATION DES PRINCIPALES MARCHANDISES EXPORTÉES	Année 1932		Année 1931		Différences pour l'année courante	
	QUANTITÉS	VALEURS	QUANTITÉS	VALEURS	EN PLUS	EN MOINS
Chevaux	—	—	—	—	—	—
Bœufs	29	15.950	6	4.700	11.250	—
Moutons	918	36.720	4.956	314.250	—	277.530
Chèvres	8	320	10	700	—	380
Porcs	303	35.910	509	66.170	—	30.260
Volailles	1.406	8.090	1.891	15.128	—	7.038
Autres animaux	—	—	—	—	—	—
Peaux de bœufs	760	1.930	7.765	35.495	—	33.565
Peaux de moutons et chèvres	1.144	3.820	1.776	9.942	—	6.122
Poissons secs	454.151	1.816.604	686.876	2.747.504	—	930.900
Crevettes fumées	—	—	—	—	—	—
Dents d'éléphant	—	—	—	—	—	—
Maïs	194.041	70.938	44.903	54.614	16.324	—
Farine de maïs	798	1.198	8.410	12.617	—	11.419
Farine de manioc	166.968	73.496	503.193	482.892	—	409.396
Riz	—	—	—	—	—	—
Haricots	63.850	85.273	23.802	47.604	37.669	—
Ignames	390.902	78.183	317.133	104.183	—	26.000
Tubercules de manioc	—	—	—	—	—	—
Arachides	131.966	52.798	139.756	67.273	—	14.475
Amandes de karité	19.037	10.848	11.515	8.564	2.284	—
Amandes de palme	10.018.135	6.239.443	7.953.279	7.008.454	—	769.011
Coprah	1.897.614	1.707.854	2.039.408	2.303.815	—	595.961
Graines de coton	2.077.891	311.684	2.244.004	378.592	—	66.908
Graines de kapok	—	—	336	68	—	68
Noix de coco	5.687	2.058	21.458	7.599	—	5.541
Fruits secs de table	437	278	18.058	6.985	—	6.707
Café vert	65.946	263.784	26.368	128.102	135.682	—
Cacao en fèves	6.137.100	11.288.584	7.679.549	22.671.019	—	11.382.435
Piments	28.368	99.288	86.198	400.447	—	301.159
Huiles de palme	955.088	696.641	1.479.794	1.997.303	—	1.300.662
Huiles de coco	—	—	284	488	—	488
Caoutchouc brut	—	—	385	1.925	—	1.925
Beurre de karité	4.544	2.726	—	—	2.726	—
Coton égrené	1.282.674	4.489.359	1.419.486	8.992.453	—	4.503.094
Kapok égrené	157.530	630.120	54.729	263.177	366.943	—
Kapok non égrené	29.943	59.886	2.164	6.417	53.469	—
Calebasses	10	10	31	58	—	48
Autres végétaux filamenteux	43	20	14	6	14	—
Oignons	57	51	654	542	—	491
Indigo	—	—	413	575	—	575
Tapioca	6.290	3.595	182	190	3.405	—
Nattes indigènes	100	45	13	20	25	—
Autres marchandises	8.807	351.579	5.471	217.208	134.371	—
Poivres	160	640	—	—	640	—
Noix de colas	20	200	—	—	200	—
Meubles en bois autres	291	1.295	1.513	21.227	—	19.932
Bois d'ébénisterie	7.622	6.314	30.078	26.125	—	19.811
Huile de coton	—	—	30.186	181.116	—	181.116
Coton non égrené	3.102	419	—	—	419	—
Totaux des exportations	24.151.962	28.447.951	24.967.045	48.585.547	765.421	20.903.017
Réexportations	194.799	790.837	432.125	1.506.206	—	715.369
TOTAUX GÉNÉRAUX	24.346.761	29.238.788	25.399.170	50.091.753	765.421	21.618.386

Les exportations en 1932 se sont élevées à 24.151.962 kilogs. valant 28.447.951 francs ; elles avaient atteint en 1931 24.967.045 kilogs. valant 48.585.547 francs.

Les principaux produits sont en régression dans des proportions variables notamment :

Les cacaos qui s'inscrivent pour une diminution de 1.542.449 kilogs. le coton égrené (136.812 kilogs.) l'huile de palme (524.706 kilogs) le coprah (141.794 kilogs).

Les statistiques font ressortir également de fortes diminutions dans les exportations d'animaux de boucherie et de produits vivriers.

Moutons	4.038 têtes.
Porcs	206 têtes.
Volailles	485 têtes.
Poissons secs	232.725 kilogs.
Farine de manioc	336.225 kilogs.
Farine de maïs	7.612 kilogs.

Il y a lieu de noter cependant quelques produits qui sont en progression, tant en tonnage qu'en valeur. Les exportations de café passent de 26.368 kilogs. en 1931 à 65.949 kilogs. L'indigène, découragé par les bas prix offerts pour l'huile de palme, s'est désintéressé de sa préparation et s'est consacré à la production des amandes de palme qui en 1932 accusent une augmentation de 2.064.956 kilogs. valant 769.011 francs. A signaler

également le kapok avec 102.801 en excédent sur l'année 1931 correspondant à une plus valeur de 366.943 francs.

Voici la part prise par les principaux pays aux exportations en 1932.

France	15.418.750 francs
Allemagne	5.958.411 francs
Angleterre	2.863.202 francs
Hollande	1.031.815 francs
Autres Pays	3.175.652 francs

Les réexportations se sont élevées pendant l'année 1932 à 194.799 kilogs. valant 790.837 francs contre 432.124 kilogs. valant 1.506.206 francs en 1931.

Les principales réexportations ont été à destination de l'Allemagne, des colonies françaises et anglaises et ont porté sur les marchandises ci-dessous énumérées :

Cacaos en fèves (sur l'Allemagne)	250.555 francs
Tabacs en feuilles (sur colonies françaises)	154.430 —
Genièvres (sur colonies françaises)	39.388 —
Futaillies vides (sur colonies anglaises)	25.864 —
Voitures automobiles (sur colonies françaises)	62.000 —
Huiles lourdes et résidus de pétrole sur colonies françaises)	20.757 —

MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION PENDANT LES ANNÉES 1931 ET 1932.

ENTRÉES

NAVIRES ENTRÉS					MARCHANDISES DÉBARQUÉES			
PORT	NOMBRE		JAUGE TONNEAUX		QUANTITÉS		VALEURS (MILLIERS DE FRANCS)	
	1931	1932	1931	1932	Q	M	1931	1932
					1931	1932		
Lomé.	387	331	1.173.120	1.020.558	30.261.904	33.210.076	56.032.822	47.753.029
Anécho	10	8	27.758	21.382	—	—	—	—
TOTAL	397	339	1.200.878	1.041.940	30.261.904	33.210.076	56.032.822	47.753.029

SORTIES

Lomé.	388	329	1.176.439	1.016.249	22.040.574	21.205.844	45.896.102	26.714.666
Anécho	10	8	27.758	21.382	1.896.942	1.683.365	1.661.555	1.097.152
TOTAL	398	337	1.204.197	1.037.631	23.937.516	22.889.209	47.557.657	27.811.818

MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION **PENDANT LES ANNÉES 1931 ET 1932.**

NAVIRES SORTIS					MARCHANDISES EMBARQUÉES			
PAVILLON	NOMBRE		JAUGE TONNEAUX		QUANTITÉS Q M		VALEURS (MILLIERS DE FRANCS)	
	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932
Français	184	163	713.106	636.616	12.266.458	12.382.804	29.259.561	18.276.905
Anglais	117	107	229.223	224.192	7.945.679	7.937.237	8.672.456	6.828.054
Allemand	29	25	71.223	60.821	826.753	927.384	4.217.908	802.355
Hollandais	20	16	46.879	37.149	391.707	284.392	789.142	397.075
Américain	8	10	25.776	33.299	1.433	—	7.118	—
Italien	25	9	83.716	31.143	1.348.265	154.277	2.213.999	137.759
Suédois	14	7	32.990	14.411	1.156.191	1.203.115	2.397.101	1.369.670
Norvégien	1	—	1.284	—	30	—	372	—
TOTAL	398	337	1.204.197	1.037.631	23.937.516	22.889.209	47.557.657	27.811.818